



Association France Palestine Solidarité
Groupe de Nantes et région
21 allée Baco 44000 Nantes
tel 02 51 72 01 23
afpsnantes@wanadoo.fr

APPEL AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La situation en Palestine occupée est extrêmement inquiétante et nous en appelons à la communauté internationale et à la France afin de faire cesser les attaques militaires israéliennes contre la population palestinienne.

Cinq ans tout juste après la provocation de Sharon qui a fait éclater la 2^{ème} Intifada, la politique coloniale criminelle du gouvernement israélien apparaît à nouveau au grand jour .

L'image d'homme de paix que Sharon a tenté de vendre au monde a volé en éclats.

En quatre jours, les attaques ciblées, bombardements et arrestations massives , en Palestine occupée, illustrent clairement la stratégie du gouvernement israélien. Il s'agit de réduire la résistance palestinienne pour pouvoir poursuivre impunément une politique d'annexion et de colonisation de la Palestine.

Le « désengagement » de Gaza montre son véritable visage :

Gaza « libérée » est une réserve d'indigènes, close de murs et de barbelés, que l'armée israélienne attaque maintenant de l'extérieur. Ces attaques aériennes israéliennes menées par des hélicoptères de combat et des avions de chasse F 16 ont visé des bâtiments civils. Ils utilisent des bombes assourdissantes qui traumatisent toute la population notamment les enfants. Les destructions sont massives, les blessés nombreux..

Condamnées par la Présidence de l'Union Européenne et le Quartette, ces attaques s'accompagnent en Cisjordanie d'arrestations massives : près de 400 personnes en 3 nuits, dont de nombreux candidats aux élections législatives palestiniennes que Sharon a décidé de perturber pour interdire la participation du Hamas.

Le bouclage de la Cisjordanie est total, les check-points interdisent les déplacements, les jeeps israéliennes patrouillent à Ramallah chaque nuit et envahissent des villages près de Naplouse et Jénine.

Les « assassinats ciblés » commis par Israël : une nouvelle violation du droit.

Lundi 26 septembre un dirigeant des Brigades al-Aqsa à Jénine a échappé à une attaque ciblée avant d'être finalement assassiné dans la nuit du 28 au 29 avec deux autres résistants. A Gaza, des missiles tirés d'hélicoptère ont également tué les deux militants qu'ils visaient. Cette politique d' « assassinats extra-judiciaires » qui vise les dirigeants de la résistance est une violation grave du droit international. Les dirigeants israéliens

s'étaient engagés à y mettre un terme au sommet de Charm el Cheikh en janvier 2005.

Le gouvernement israélien est à l'origine du cycle de violences.

Le prétexte officiel de ces attaques massives contre le peuple palestinien est le tir, à partir de Gaza, de roquettes artisanales contre la ville de Sdérot au sud d'Israël.

Menés par le Hamas, ces tirs répondaient à l'assassinat de trois militants à Tulkarem. Déjà à Tulkarem **le 25 août**, 5 jeunes Palestiniens étaient assassinés par des commandos israéliens déguisés en civils (en violation des règles de la guerre).

Le 26 septembre, les mouvements armés de la résistance annoncent la fin des attaques et le retour à la trêve que l'ensemble des forces de la résistance palestinienne observe depuis février

Les 27 et 28 septembre, l'armée israélienne y répond par de nouveaux bombardements sur Gaza

Il est donc clair que l'origine de la violence est du côté israélien.

Cette politique vise surtout à maintenir la région dans la violence. Par ces provocations, Israël incite les Palestiniens à relancer la lutte armée afin de justifier en retour une répression accentuée et une nouvelle délégitimation de la direction et de la résistance palestiniennes.

En poursuivant la construction du « Mur », l'extension des colonies, la destruction de maisons, l'arrestation de civils par centaines, et le bombardement de Gaza, Israël montre clairement qu'il ne veut pas avancer vers la paix.

La protestation ne suffit pas, la France et l'UE doivent agir.

La communauté internationale doit se dresser contre la politique israélienne et la France ne peut plus rester muette.

Tant qu'Israël ne se conformera pas au droit, il faut :

- ◆ Appliquer des sanctions politiques, diplomatiques et économiques contre Israël
- ◆ Appliquer des sanctions contre toutes les entreprises internationales qui, comme Caterpillar, participent de facto à l'occupation et mener un boycott ciblé de produits israéliens
- ◆ Refuser l'unilatéralisme israélien qui ne veut pas reconnaître le partenaire palestinien

Nous demandons instamment aux autorités françaises,

- ◆ **De faire en sorte que ces attaques israéliennes contre le peuple palestinien cessent immédiatement.**
- ◆ **D'exiger une conférence internationale basée sur les résolutions des Nations unies et le droit international.**